

## MICHEL KAZATCHKINE

Ancien directeur exécutif du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, Senior Fellow au Global Health Centre de l'Institut de hautes études internationales et du développement, Genève

Bonjour à tous et bienvenue à cette session dédiée à la pandémie de Covid-19. Je tiens à remercier tout particulièrement Thierry pour avoir mis cette session au programme et également pour avoir organisé une WPC spéciale sur la santé (WPC – Health) en décembre dernier à Genève.

Le Covid-19 a bouleversé nos sociétés, mis le monde en grand danger et exposé de profondes inégalités. En moins de deux ans, plus de 230 millions de cas ont été rapportés et plus de cinq millions de personnes sont mortes. Au pic de la pandémie en 2020, la moitié du monde a dû se confiner et 90 % des enfants en âge scolaire ont été privés d'école. On estime à 10 billions de dollars la perte en production industrielle d'ici la fin de l'année, il est donc clair que nos économies et la structure même de nos sociétés ont été ébranlées, les limites du multilatéralisme ont clairement été testées.

C'est pourquoi je suis impatient d'entendre les interventions de cette session où j'ai le plaisir d'accueillir cinq panelistes et collègues renommés. Le professeur Christian Bréchet, virologue et ancien directeur général de l'Institut de la Santé à Paris et de l'Institut Pasteur, et président de l'International Virus Network. Jean Kramarz est directeur des activités de santé du Groupe AXA. Le Dr Juliette Tuakli est présidente de United Way et PDG de CHILD Accra au Ghana. Le professeur Robert Sigal est PDG de l'Hôpital Américain. Le Professeur Haruka Sakamoto, qui se joint à nous par vidéo depuis le Japon, travaille au Département de gestion et politique de santé de l'Université Keio.

Avant de commencer la discussion, je voudrais insister sur quatre points.

Premièrement, la pandémie n'est pas terminée. Au moment où je vous parle, plus de 400 000 nouveaux cas et plus de 10 000 décès sont rapportés chaque jour dans le monde. Les points chauds du globe sont actuellement les États-Unis, le Brésil et l'Inde, suivis du Royaume Uni, de la Turquie, des Philippines et de la Russie. Les réponses nationales dans le monde entier varient : levée totale des restrictions au Danemark, nouveaux confinements nationaux en Australie, crise politique et sanitaire aux États-Unis. Là où les infections augmentent, nous constatons à nouveau une pression intenable sur le système et les professionnels de santé. En résumé, la pandémie demeure une urgence au niveau planétaire et l'avenir reste incertain.

Deuxièmement, le monde n'était pas prêt. Depuis la première épidémie de SARS, tous les responsables de la santé, les experts, les anciennes commissions internationales et les comités d'évaluation ont prévenu du risque d'une nouvelle pandémie et interpellé les gouvernements sur la nécessité de préparatifs solides. Le Covid-19 a pris une grande partie

du monde par surprise. Les préparatifs nationaux en vue d'une pandémie ont été largement sous-financés malgré les preuves que leur coût représentait une fraction du coût des réponses et pertes engendrées par le déclenchement réel d'une pandémie. De trop nombreux gouvernements ont manqué de réels plans de préparation, de capacités essentielles en matière de santé publique, de coordination et d'un engagement clair de leurs dirigeants. Ce n'est pas une question de richesse. Je suis persuadé que le Covid-19 a ébranlé certaines de nos certitudes, notamment celle selon laquelle la richesse d'un pays garantit sa santé. En fait, le leadership et la compétence ont probablement bien plus compté que l'argent dans la réponse au Covid-19. L'examen minutieux des preuves et leur analyse par le panel indépendant pour la préparation et la réponse aux pandémies (IPPPR), pour lequel j'ai eu l'honneur de travailler, a identifié de nombreux échecs et manquements à chaque étape des réponses nationales et internationales. La déclaration d'urgence de santé publique de portée internationale (PHEIC), le plus haut niveau de risque pour la santé dans notre système judiciaire international, n'a pas mené à une réponse rapide et certainement pas à une réponse coordonnée. Il a fallu attendre que le nombre de cas de Covid-19 augmente de façon constante et à une échelle internationale pour que des actions soient lancées. En résumé, le résultat net du retard, de l'hésitation et du déni a été une épidémie qui s'est transformée en pandémie.

Troisièmement, il est urgent pour nous tous de collaborer pour mettre fin à cette pandémie. Bien sûr, d'un point de vue de santé publique, il est essentiel que tous les pays aient un accès rapide aux vaccins pour pouvoir contrôler la pandémie. Comme nous l'avons déjà entendu à plusieurs reprises au cours de cette conférence, la livraison des vaccins dans le système actuel est toujours extrêmement lente. La solidarité mondiale est loin d'être ce que nous souhaiterions et pour paraphraser ce qui a été dit hier, il semble que nous n'apprenions toujours pas à être un monde interdépendant.

Enfin, mon quatrième point est que pendant que nous travaillons ensemble pour vaincre cette pandémie, nous devons de toute urgence œuvrer pour empêcher la suivante. Les recommandations de notre panel doivent découler de l'évaluation des échecs à chaque étape de la pandémie, dans la préparation, la surveillance, l'alerte, la réponse précoce et bien sûr, suivre notre vision du leadership nécessaire pour transformer le système. Notre panel a conclu sur les quatre recommandations suivantes :

Un, l'établissement d'un nouveau mécanisme financier pour l'investissement dans la préparation et l'injection immédiate de fonds dès le démarrage d'une pandémie potentielle. Cette recommandation est très similaire à celle du groupe de haut niveau sur la finance du G20, dont Jean-Claude Trichet, que je vois dans le public, faisait partie.

Deux, l'établissement d'une plateforme prénégociée multirégionale pour produire les vaccins, les dépistages et les fournitures essentielles afin d'assurer une livraison rapide et équitable de ces marchandises essentielles au niveau mondial.

Trois, une Organisation Mondiale de la Santé renforcée avec plus de pouvoir.

Quatre, l'établissement de ce que nous appelons un conseil de menace sanitaire mondiale au niveau des chefs d'états et gouvernements. Il assurerait l'engagement politique mondial continu et assumerait la responsabilité de la préparation et de la réponse, entre et pendant les



urgences, pour élever les menaces de pandémie au même niveau que les menaces nucléaires, terroristes, du climat et des autres menaces et défis à la paix et la stabilité économique.

Tels sont les points essentiels autour de la gouvernance et des systèmes qui sont actuellement en discussion alors que nous préparons le G20 d'octobre et la session extraordinaire de l'Assemblée mondiale de la Santé en novembre. Ils sont débattus aux Nations Unies à New York et ici à la WPC.